



**HAL**  
open science

## Une recherche citoyenne sur les Cahiers de doléances girondins. A l'initiative de Gilets jaunes, avec des Gilets jaunes, des universitaires, des citoyennes et citoyens

Magali Della Sudda, Stéphane Mestre, Samuel Noguera, Nicolas Patin, Marcel Guilhembet

### ► To cite this version:

Magali Della Sudda, Stéphane Mestre, Samuel Noguera, Nicolas Patin, Marcel Guilhembet. Une recherche citoyenne sur les Cahiers de doléances girondins. A l'initiative de Gilets jaunes, avec des Gilets jaunes, des universitaires, des citoyennes et citoyens. Magali Della Sudda, Jean-Pierre Lefèvre, Pierre Robin (dir.). De la valse des ronds points aux cahiers de la colère, Rebellio Editions, pp.29-43, 2023. halshs-04160190

**HAL Id: halshs-04160190**

<https://shs.hal.science/halshs-04160190v1>

Submitted on 12 Jul 2023

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - ShareAlike 4.0 International License

Référence : « Une recherche citoyenne sur les cahiers de doléances girondins : initiative de Gilets jaunes, avec des Gilets jaunes, des universitaires, des citoyennes et citoyens », in Della Sudda, M., Lefèvre, J.P., Robin P. (dir.), De la valse des ronds points aux cahiers de la colère, Bordeaux, Rebellio Editions, 2023, pp. 29-44.

## **« Une recherche citoyenne sur les cahiers de doléances girondins : initiative de Gilets jaunes, avec des Gilets jaunes, des universitaires, des citoyennes et citoyens »**

Magali Della Sudda<sup>1</sup>, Chargée de recherche habilitée à diriger les recherches en science politique, CNRS-CED UMR5116 & coordinatrice du projet ANR GILETSJAUNES  
[m.dellasudda@sciencespobordeaux.fr](mailto:m.dellasudda@sciencespobordeaux.fr)

Stéphane Mestre,

Samuel Noguera, Doctorant en science politique, CED-Archives départementales de la Gironde, ANR GILETSJAUNES

Nicolas Patin, Maître de conférence en histoire contemporaine.

Marcel Guilhembet<sup>2</sup>, membre d'Espoir RIC

Des « cahiers de doléances » aux « cahiers citoyens » : initiatives plurielles de récolte de la parole citoyenne

### **1. Les « cahiers de doléances » sur les ronds-points : legs révolutionnaire et mise en forme des revendications**

Dans les premiers jours du mouvement social, des Gilets jaunes entreprennent de réunir les revendications<sup>3</sup>. L'absence d'organisation ou de porte-parole désigné rend nécessaire de mettre en

---

<sup>1</sup> Magali Della Sudda est chercheuse en science politique au CNRS – Centre Émile Durkheim. Elle coordonne le projet de recherche ANR GILETSJAUNES (2021-2024).

<sup>2</sup> Nous tenons à remercier Marcel qui a lancé l'initiative de dépouillement des cahiers, Jean-Louis Séré qui a hébergé nos rencontres à la Cour des Mureine avec les Gilets jaunes de Bègles. Nous remercions également les archivistes, les magasiniers et personnels des Archives départementales de la Gironde, et Samuel Noguera qui débute sa thèse sur les doléances girondines. Toutes les personnes qui ont suivi la recherche, et notamment les Gilets jaunes, pour leur soutien et encouragements ! Sans Danielle et Gilbert, ce travail aurait été impossible à accomplir. La transcription a été réalisée par Danielle, Stéphane, Magali et Nicolas. La base de données a été constituée par Magali, Stéphane et Danielle. Le traitement lexicométrique a été réalisé par Stéphane et Nathan Gaborit (ingénieur d'études dans l'ANR GILETSJAUNES). Nous remercions enfin Pascal Marchand et Pierre Ratinaud, du laboratoire LERASS, pour nous avoir accueilli lors d'une formation à IRaMuTeQ.

forme les demandes en réponse aux sollicitations médiatiques et politiques. En Gironde, le rond-point de Sainte-Eulalie rédige des doléances dès le 17 novembre<sup>4</sup>. Quelques jours plus tard, des Gilets jaunes font signer une pétition en manifestation à la place de la Bourse de Bordeaux. Si ce groupe n'a pas été retrouvé, les Gilets jaunes de Libourne, de l'A63-Virac ou ceux d'Audenge recueillent les demandes également. Elles seront versées au fonds d'archives du Grand débat national (GDN) des Archives départementales de la Gironde, avec les cahiers d'expression citoyenne.

## **2. Les initiatives des Maires face à une présidentialisation du régime**

La centralisation de l'exercice du pouvoir sous le premier quinquennat d'Emmanuel Macron se traduit d'une part par l'affaiblissement des « corps intermédiaires », autrement dit des organisations comme les syndicats, et d'autre part par celle du Parlement, dont les possibilités d'opposition et de contrôle de la politique du Gouvernement sont relativement faibles. La personnalisation de la fonction présidentielle, par un Président au profil technocratique, s'accompagne aussi d'une remise en cause des prérogatives des collectivités territoriales. Rapidement, des associations de maires entreprennent de demander aux citoyennes et citoyens ce qu'ils souhaitent pour remédier à la « crise » des Gilets jaunes. L'association des Maires d'Île-de-France (AMIF) et l'association des Maires ruraux de France (AMRF) prennent l'initiative d'ouvrir en mairie des cahiers de doléances, en mairie et sur une plateforme en ligne<sup>5</sup> pour les premiers, et dans le cadre d'une opération « Mairie ouverte » entre le 8 décembre 2018 et le 11 janvier 2019 pour les seconds<sup>6</sup>.

Les syndicats ont eux aussi consulté leurs adhérentes et adhérents. La Fédération syndicale unitaire (FSU), majoritaire chez les enseignant.es, a ainsi collecté des revendications au niveau local<sup>7</sup>, tandis que les locales de la Confédération générale du travail (CGT) ont collecté des revendications auprès des salarié.es et retraité.es. En Haute-Gironde, l'Union locale de Blaye a ouvert le 29 janvier 2019 un « Cahier d'expression revendicative populaire ». Contrairement à la plupart des cahiers de doléances des mairies, des thèmes cadrent le recueil : « les salaires et pensions, la transition écologique, la fiscalité, la démocratie et citoyenneté, les services publics et l'amélioration du quotidien

---

<sup>3</sup> Robert Duguet, « France-débat. Les « cahiers de doléances » des « gilets jaunes » - Presse-toi à gauche ! », Presse, *Presse-toi à gauche* (blog), 4 décembre 2018, <https://www.pressegauche.org/France-debat-Les-cahiers-de-doleances-des-gilets-jaunes>.

<sup>4</sup> Merci à Jonquille de nous avoir fait suivre les doléances.

<sup>5</sup> Association des maires d'Île-de-France et Palabreo, « Rapport d'analyse des cahiers de doléances d'Île-de-France » (Paris: AMIF-Association des Maires d'Île-de-France, 15 février 2019), [https://www.adcf.org/files/THEME-Institutions-et-pouvoirs-locaux/synthesedescahiersdedoleances\\_AMIF\\_fevrier2019.pdf](https://www.adcf.org/files/THEME-Institutions-et-pouvoirs-locaux/synthesedescahiersdedoleances_AMIF_fevrier2019.pdf).

<sup>6</sup> Association des maires ruraux de France, « Doléances et propositions collectées par les maires ruraux de France, « La parole aux citoyens », Les maires ont la clé », 14 janvier 2019.

<sup>7</sup> SNES-FSU Toulouse, « Cahiers de Doléances : rendre visibles nos revendications ! », 10 janvier 2019, [https://toulouse/snes.edu/spip.php?page=article&kid\\_article=1332](https://toulouse/snes.edu/spip.php?page=article&kid_article=1332).

au travail»<sup>8</sup>. Le contexte de fermeture des services publics – départ de la comptabilité du Centre hospitalier, des trésoreries des finances publiques – inquiètent le syndicat. Le recueil se poursuit plus tardivement à Bordeaux. Le 19 mars, date de clôture du Grand débat national, le Secrétaire général de la Confédération générale du travail, Philippe Martinez, remet les revendications au Premier ministre, Édouard Philippe<sup>9</sup>.

### **3. Les « cahiers citoyens et d'expression libre » : l'État au service de la domestication du mouvement social**

Ces différentes initiatives sont concurrencées par l'ouverture des « cahiers citoyens et d'expression libre » à la demande du Président de la République. Face à un mouvement social qu'il n'attendait pas, organisé en dehors des syndicats et des partis, le Gouvernement a adopté la stratégie de la « gifle et de la caresse » : la répression du mouvement social selon une doctrine du maintien de l'ordre fondée sur la confrontation et les atteintes aux personnes, et la mise en place de consultations pour canaliser les revendications citoyennes selon des modalités très encadrées telles que les cahiers citoyens et d'expression libre du GDN ou les Conventions citoyennes<sup>10</sup>. Chacun de ces dispositifs a permis d'établir des propositions, parfois concordantes, que le chef de l'État et le Premier ministre semblent avoir pris soin de ne pas traduire en politiques publiques.

## **Le parcours d'une recherche citoyenne et participative**

### **1. Le traitement national des cahiers citoyens : dépossession scientifique et mépris démocratique**

A l'échelle nationale, la collecte des doléances s'est réalisée en partie hors du cadre du GDN. Pour suivre l'agenda présidentiel, les 680 000 pages de contributions libres ont dû être concaténées en 20 jours. Le choix de confier ces opérations à des prestataires privés a eu des effets négatifs sur la qualité de l'analyse et la capacité de l'Etat à restituer les doléances au public. Les contributions ont été numérisées et transcrites à grands frais dans une grande opacité. A ce jour, il n'est toujours pas possible de savoir précisément quels documents ont été numérisés, transcrits et dans quelles conditions

---

<sup>8</sup> P.L, « Haute-Gironde : la CGT lance ses cahiers de revendications », *Sud Ouest*, 29 janvier 2019, <https://www.sudouest.fr/gironde/etauliers/haute-gironde-la-cgt-lance-ses-cahiers-de-revendications-2833847.php>.

<sup>9</sup> Marti Blanco, « Bordeaux : la CGT distribue ses cahiers de revendication populaire », *Sud Ouest*, 26 février 2019, <https://www.sudouest.fr/gironde/bordeaux/bordeaux-la-cgt-distribue-ses-cahiers-de-revendication-populaire-2809777.php>.

<sup>10</sup> Guillaume Gourgues et Alice Mazeaud, « « Grand débat national, les pièges de l'improvisation » », *Le Monde.fr*, 16 janvier 2019, [https://www.lemonde.fr/idees/article/2019/01/16/grand-debat-national-les-pieges-de-l-improvisation\\_5409654\\_3232.html](https://www.lemonde.fr/idees/article/2019/01/16/grand-debat-national-les-pieges-de-l-improvisation_5409654_3232.html).

ils l'ont été. L'accès à ces numérisations demeure soumis à des procédures complexes et discrétionnaires<sup>11</sup>.

Le consortium chargé de cette tâche a livré des résultats à partir d'extrapolations très discutables, nécessitant *a posteriori* un correctif face à des différences importantes de résultats<sup>12</sup>. Le traitement exclusivement quantitatif des données, au pas de course, est à l'image de la politique présidentielle : peu attentif à l'échelon local, ou à la complexité des opinions politiques. Ainsi, les cahiers de l'AMRF, qui représentaient 5000 communes, n'ont tout simplement pas fait l'objet d'une analyse approfondie dans le cadre du GDN<sup>13</sup>.

Les synthèses réalisées par des prestataires privés<sup>14</sup> exclusivement à partir de méthodes quantitatives automatisées ont dressé un premier panorama faisant apparaître de grands thèmes (fiscalité, services publics, territoires) au risque d'extrapolation et de généralisation, préjudiciables à l'interprétation des doléances dans leur contexte<sup>15</sup>. Cas typique de dispositifs participatifs dépolitisant, les contributions en ligne du GDN sont formatées par des questions fermées et prédéterminées par le Gouvernement. Le choix des thèmes révèle les préoccupations du chef de l'Etat ou du Gouvernement sans refléter les demandes exprimées dans les cahiers ou par le mouvement des Gilets jaunes<sup>16</sup>. Ainsi, la question de la laïcité ou celle de l'immigration ne concernent qu'une minorité de contributions dans les cahiers de doléances ou dans les revendications du mouvement des Gilets jaunes. La récolte en ligne des doléances suppose la maîtrise d'Internet et une connexion efficace, renforçant une surreprésentation des grandes villes et des préoccupations de leurs habitants au détriment des espaces ruraux. Le choix du numérique n'explique pas tout, puisque l'on retrouve ce biais sur les cahiers dans l'étude des doléances d'Île-de-France. Le dispositif confirme donc le « cens participatif » qui favorise les habitants des métropoles et territoires où vivent des ménages plus aisés que la moyenne et mieux dotés en services publics, transports et offres de soins.

Emmanuel Macron est passé par-dessus les résultats des consultations, sélectionnant ce qu'il pensait être fondamental. Par exemple, la revendication massive de restauration de l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF) a été d'emblée repoussée dans son compte rendu du 25 avril 2019. La

---

<sup>11</sup> Seule une équipe de recherche de l'EHESS a pu avoir accès à 16 000 fichiers numérisés. Les autres équipes de recherche publique ayant manifesté leur intérêt pour le fond sont en attente d'une dérogation.

<sup>12</sup> Cognito, Bluenove, et Roland Berger, « Analyse des contributions libres : cahiers citoyens, courriers et emails, comptes-rendus des réunions d'initiative locale », Rapport final (Paris : Grand débat national, 14 juin 2019), <https://granddebat.fr/media/default/0001/01/e5d08f013099aaa17981cb61e508c8b299461683.pdf> ; Cognito, Bluenove, et Roland Berger, « Synthèse par thème - Analyse des contributions libres : cahiers citoyens, courriers et emails, comptes-rendus des réunions d'initiative locale », Synthèses par thème (Paris, 9 avril 2019), <https://www.actu-environnement.com/media/pdf/news-33248-synthese-contributions-libres.pdf>.

<sup>13</sup> Association des maires ruraux de France, « Doléances et propositions collectées par les maires ruraux de France, « La parole aux citoyens », Les maires ont la clé », 14 janvier 2019.

<sup>14</sup> D'autres prestataires auraient numérisé 19 899 documents au 10 avril 2019.

<sup>15</sup> Aurélien Bellet et al., « Pour plus de transparence dans l'analyse automatique des consultations ouvertes : leçons de la synthèse du Grand Débat National », *Statistiques et Société*, vol. 9, n°1-2 (28 septembre 2021): 147-168.

<sup>16</sup> Collectif d'enquête Jaune Vif et al., « Enquêter in situ par questionnaire sur une mobilisation », *Revue française de science politique*, vol. 69, n°5 (17 décembre 2019): 869-892.

fiscalité n'est envisagée que sous l'angle de la réduction de la dépense publique et non comme un levier de justice sociale. Or l'analyse des doléances girondines révèle une toute autre attente des citoyennes et citoyens – ce mot renvoyant ici aussi aux personnes ayant pris part aux doléances sans présumer de leur nationalité. Les revendications couchées sur le papier entre novembre 2018 et mars 2019 sont recouvertes par d'autres enjeux. Avec pour objectif de conjuguer science et appropriation citoyenne, notre enquête montre des similarités entre les revendications qui ont émergées en 2018-2019 dans le mouvement social des Gilets jaunes et celles exprimées dans les cahiers citoyens et d'expression libre. Elles rejoignent aussi celles de 1989, collectées par Jean-Louis Serré, et celles de 1789 dans leur demande de justice, d'égalité et de démocratie.

## **2. Analyser les doléances girondines, une demande venue des Gilets jaunes**

La recherche citoyenne sur les doléances girondines est née d'une demande des Gilets jaunes. Le projet de retraite à point, préparé à l'été 2018 et repoussé par le mouvement social des Gilets jaunes, est mis à l'agenda parlementaire par le Président de la République et son Gouvernement en Conseil des Ministres le 24 janvier 2020. Le fond du projet gouvernemental consiste à remplacer un régime contributif pour financer les pensions de retraites par un système par point. D'une logique assurantielle contributive et par répartition, on passe ainsi à une logique individualiste dans laquelle la pensions de retraite sera le reflet des inégalités sur le marché du travail, sans compensation – notamment pour la maternité – ni prise en considération des accidents de la vie, avec par exemple la fin de la pension de réversion liée au veuvage. Ce projet suscite une très forte contestation d'une partie des syndicats et de nombreux Gilets jaunes, qui y voient une injustice faite aux travailleuses et travailleurs. Dans un même temps, à l'Université, les réformes s'enchaînent et suscitent aussi le mécontentement. Dans ce contexte, des Gilets jaunes se rapprochent de Magali Della Sudda qui anime un collectif de recherche sur le mouvement social des Gilets jaunes, l'ANR GILETSJAUNES, pour venir en appui à l'organisation d'un « cycle de conférences Gilets jaunes ».

Le jeudi 27 février 2020, lors d'un premier « amphi alternatif » organisé par les Gilets jaunes avec l'appui d'universitaires de Bordeaux, un Gilet jaune, Marcel Guilhembet, fait passer un mot à Magali Della Sudda : il se demande ce que sont devenus les cahiers de doléances. Cette conférence débat, qui portait sur l'Assemblée des Assemblées (ADA) et « comment les débats citoyens sont porteurs d'alternatives », entrait en résonance avec cette préoccupation. Les cahiers n'avaient pas disparu : ils sont conservés aux Archives départementales et peuvent être consultés. Magali Della Sudda a proposé de solliciter un historien de l'Université Bordeaux-Montaigne, Nicolas Patin, et d'accompagner les Gilets jaunes dans leur démarche de consultation et d'analyse. La propagation rapide de l'épidémie de Covid-19 a conduit au confinement, suspendant les convergences entre Gilets jaunes et syndicalistes opposés à la réforme des retraites. En septembre 2020, une première réunion a

lieu à la Cour des Mureine, un bar-restaurant de Bègles, et 26 personnes sont présentes et intéressées. Au fil des semaines, six volontaires s'engagent : Danielle, Gilbert et Stéphane vont numériser les cahiers à l'automne 2020, réfléchir ensemble à la manière de les transcrire et de les analyser pour faire connaître les doléances des citoyennes et citoyens. L'accueil très chaleureux de la directrice des Archives départementales, Agnès Vatican, et de toute l'équipe, des magasiniers aux personnels de salle, témoignait d'un sens fort du service public et du rôle des archives dans la citoyenneté.

### 3. Une méthodologie ouverte

Le choix d'une méthode fondée sur des logiciels libres, accessibles gratuitement et facilement utilisables répondait à un impératif démocratique : dresser un panorama des doléances et des demandes exprimées dans les cahiers. La méthode a été choisie collectivement. Une analyse lexicométrique est apparue pertinente pour traiter les contributions de manière systématique, c'est-à-dire que l'on s'intéresse aux mots et à la manière dont ils sont utilisés. Le choix s'est porté sur le logiciel IRaMuTeQ<sup>17</sup>, utilisé par l'équipe de l'ANR GILETSJAUNES pour traiter des questions ouvertes et verbatim du questionnaire administré sur les lieux d'actions des Gilets jaunes<sup>18</sup>. Le logiciel avait donné des résultats pertinents pour analyser les contenus des groupes Facebook des Gilets jaunes dès novembre 2018<sup>19</sup> ou encore pour comparer les plateformes du Grand débat et du Vrai débat<sup>20</sup>.

Grâce à son fonctionnement reposant sur une communauté engagée, cet outil a pour avantage de permettre à des personnes qui ne sont pas familières de se former grâce aux fiches et outils méthodologiques développés par le laboratoire LERASS de l'Université de Toulouse. Ont donc été transcrites – et il faut saluer ici le travail exceptionnel de Danielle – et mises en forme les contributions consignées dans les cahiers. Elles ont ensuite été analysées par Stéphane, Danielle et Nathan.

## Que nous disent les doléances des cahiers girondins ?

### 1. Les caractéristiques du fonds d'archives 5999 W

En Gironde, le fonds d'archives du Grand débat national est divisé en 439 dossiers, appelés « articles », parmi lesquels se trouvent 364 cahiers citoyens et de doléances, ainsi que des dossiers de gestions, des pétitions, des contributions libres, des courriels et des mails versés a posteriori. Le

---

<sup>17</sup> Pour en savoir plus sur IRaMuTeQ (Interface de R pour les Analyses Multidimensionnelles de Textes et de Questionnaires), voir <http://iramuteq.org/>

<sup>18</sup> Antoine Bernard de Raymond et Sylvain Bordiec, « Bridging the Gap in Social Movement Research: Family as a Vehicle for Mobilization for the Yellow Vests », *French Politics*, vol. 20, n°3 (1 décembre 2022): 504-528, <https://doi.org/10.1057/s41253-022-00194-w>.

<sup>19</sup> Brigitte Sebbah et al., « Les Gilets Jaunes, des cadrages médiatiques aux paroles citoyennes », *Research Report* (Université de Toulouse 2 Jean Jaurès, novembre 2018), <https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-02637928>.

<sup>20</sup> Pascal Marchand et al., « Recherche publique, Gilets jaunes et Vrai/Grand débats — IRaMuTeQ », 2019, <http://www.iramuteq.org/Members/pmarchand/recherche-scientifique-vrai-grand-debats-et-gilets-jaunes>

collectif de recherche citoyen a analysé 1996 contributions uniques inscrites au sein de différents cahiers. Les résultats présentés ci-après se basent donc sur l'analyse de ces 1996 contributions, qui représentent approximativement 45% des contributions totales du fonds girondin.

Seuls les articles dits « communicables »<sup>21</sup> ont pu être analysés par le collectif de recherche. Toutes les contributions ne sont pas accessibles au public, certains documents comportant des données sensibles pour lesquelles on ne peut être certain que la citoyenne ou le citoyen avait l'intention de les publier. Une dérogation préfectorale est donc nécessaire pour accéder à plus de la moitié du fonds d'archives. Par exemple, pour la commune de Bordeaux, il y a 11 articles dont 8 sont non-communicables, c'est-à-dire accessibles seulement pour celles et ceux disposant de la dérogation.

Aujourd'hui, avec le soutien du Conseil départemental de la Gironde, une thèse sur l'ensemble du fonds d'archives du Grand débat girondin est financée jusqu'en 2025. Samuel Noguera assure la relève du collectif de recherche citoyen. Son travail est encadré par Agnès Vatican, directrice des Archives départementales de la Gironde, Nicolas Patin, maître de conférences en histoire contemporaine à l'Université Bordeaux-Montaigne, et Magali Della Sudda, chargée de recherche au CNRS. Sa thèse porte sur le dispositif du Grand débat national en Gironde et sur l'intégralité des contributions girondines. Il pourra non seulement déterminer l'importance des thèmes évoqués, leur similarité ou différence avec les plateformes numériques du Grand débat et du Vrai débat et les revendications des Gilets jaunes ou d'autres dispositifs participatifs, mais il pourra aussi territorialiser les doléances, pour comprendre comment les revendications sont associées à un contexte territorial et en quoi elles s'inscrivent ou non dans des territoires. C'est une approche « écologique », car l'échelle locale permet de mieux comprendre l'expression citoyenne et l'appropriation par les collectivités locales d'un dispositif d'ampleur nationale. Il mènera de nombreux entretiens dans les années à venir avec des personnes qui ont rédigé des doléances, pour tenter de saisir en quoi leurs revendications s'inscrivent dans des trajectoires biographiques particulières, si leurs demandes ont été satisfaites ou au contraire si elles ont été ignorées.

## **2. Qui a écrit les doléances ?**

Bien qu'initiée par des Gilets jaunes pour relégitimer les revendications et relayée par les Maires ruraux de France puis par le Gouvernement, la collecte des doléances n'a pas mobilisé massivement les Gilets jaunes. A partir d'une analyse des signatures, il est possible d'identifier quelques caractéristiques à propos des participantes et participants aux cahiers. Une majorité de personnes a signé sa contribution (1177/1996) mais sans préciser ni son sexe, ni son âge, ni sa profession. Il y a une dimension « universaliste » dans l'écriture des doléances : on ne mentionne rien d'autre que son nom, en mettant de côté les caractéristiques de l'identité sociale de la personne. Quand le sexe est connu, les hommes sont plus nombreux à contribuer que les femmes (468 hommes pour

---

<sup>21</sup> Sur les 439 articles (cahiers, contributions nominatives et annexes) constituant le fonds d'archives girondin, 219 articles sont librement consultables tandis que 220 ne sont accessibles que sur dérogation préfectorale dans le cadre du règlement de protection des données personnelles.

363 femmes, soit 22% et 17%) et expriment une opinion prenant plus de place quand les femmes s'appuient davantage sur leur expérience dans des textes plus courts. Seules 160 personnes, soit 8% des doléances, indiquent une profession ou un statut socio-professionnel : ce chiffre n'est pas représentatif car il est trop faible. Parmi elles, les personnes retraitées sont les plus nombreuses (120 sur 160), tandis que les cadres sont beaucoup moins nombreux (10 sur 160, dont 7 professeurs). Cela corrobore l'observation que les dispositifs participatifs confortent le « cens caché », c'est-à-dire que le statut socio-économique influe sur la participation politique (les hommes les plus aisés, urbains et diplômés participent davantage que les femmes les plus précaires et moins diplômées).

Lorsque le cahier de doléances est ouvert et tenu par des Gilets jaunes, la sociologie des participants change : on observe davantage d'ouvriers et d'ouvrières. Ces chiffres ne sont pas représentatifs car les effectifs sur lesquels ils sont basés sont trop peu nombreux, mais ils sont significatifs. Nous faisons l'hypothèse que les cahiers des Gilets jaunes ont favorisé la prise de parole de personnes appartenant à des groupes sociaux moins enclins à prendre part à ces dispositifs participatifs. Le nombre de signataires Gilets jaunes est faible : seules 35 contributions sont signées « gilet jaune » sur les 1996 analysées ici, soit deux fois moins que dans le Vrai débat, et concentrées dans certaines communes. Davantage de personnes expriment une attitude positive vis-à-vis des Gilets jaunes plutôt qu'un avis négatif (respectivement 66 et 20 personnes). 45 personnes se disent sympathisantes du mouvement social. Ces résultats contrastent avec les analyses du Grand débat qui indiquent une plus grande proportion d'attitudes négatives face au mouvement social<sup>22</sup>.

### **3. Les trois espaces des doléances girondines**

A partir des 1996 doléances analysées, plusieurs essais de découpages en classes de mots ont été réalisés via le logiciel IRaMuTeQ. 10 classes ont été retenues (Figure 1) : les ensembles semblaient à la fois cohérents et distincts les uns des autres. La méthode de Reinert permet de visualiser les classes avec des dendrogrammes (Figure 2). Le poids respectif de chaque classe, les numéros et les couleurs sont automatiquement définis par le logiciel :

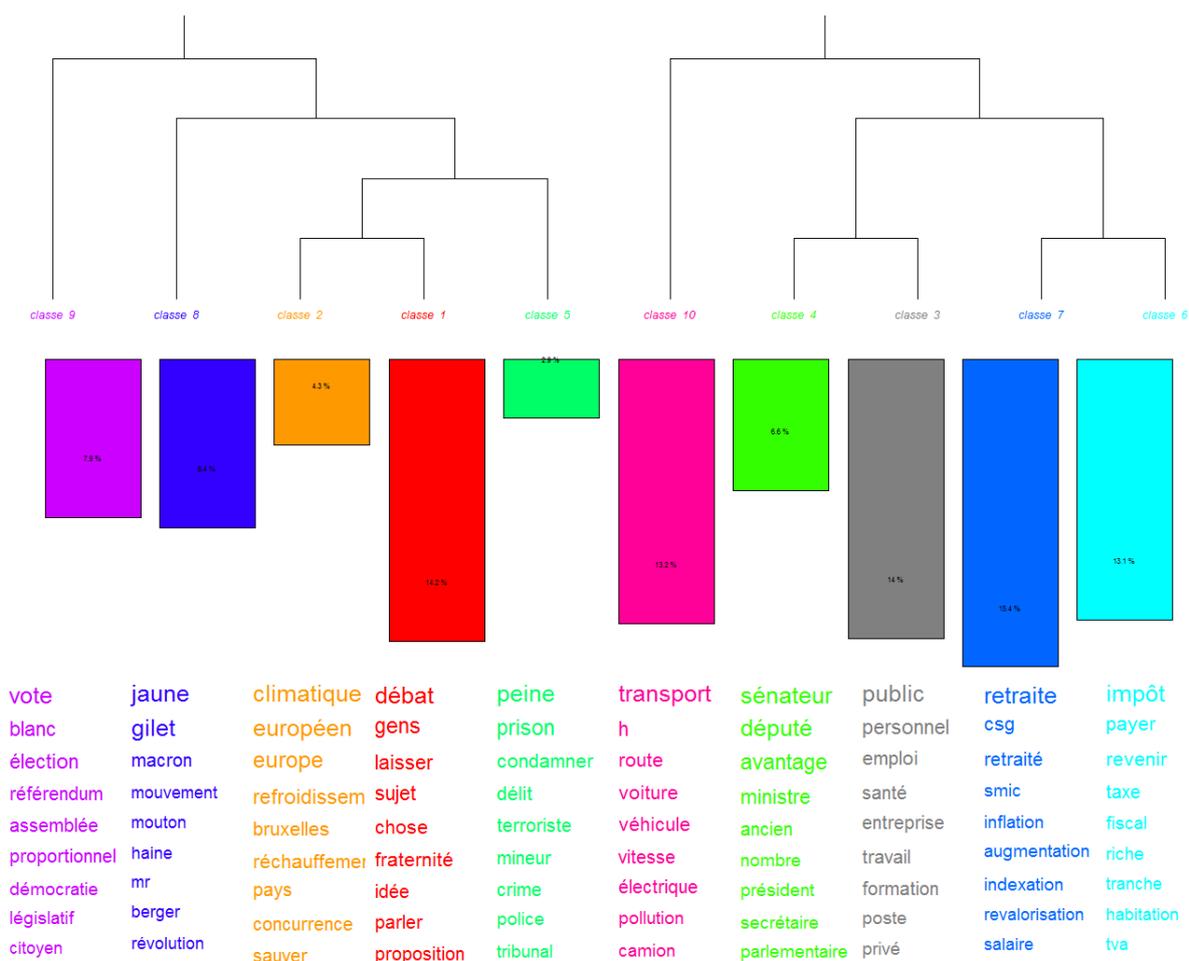
---

<sup>22</sup> Mathieu Brugidou et *al.*, « Analyser le “grand débat national” et le “vrai débat” en confrontant les outils de l'analyse des données textuelles et des algorithmes de type réseau de neurones », 2020, <https://hal-edf.archives-ouvertes.fr/hal-02538060>.

**Figure 1. Les dix classes lexicales du corpus des doléances communicables**

- ⑦ Pouvoir vivre 15,4%
- ① Participation citoyenne 14,2%
- ③ Services publics 14%
- ④ Transport et transition écologique 13,2%
- ⑥ Fiscalité 13,1%
- ⑤ Gilets jaunes 8,4%
- ⑨ Démocratie et institutions 7,9%
- ⑧ Représentation politique 6,6%
- ② Souveraineté 4,3%
- ⑩ Sécurité 2,9%

**Figure 2. Dendrogramme des dix classes lexicales du corpus des doléances communicables**



Pour interpréter ces dendrogrammes, les dix classes ont été renommées en fonction des mots qui les caractérisent. Une même contribution peut se retrouver dans plusieurs classes si elle exprime différentes demandes. Trois sous-espaces peuvent être identifiés : l'espace de la citoyenneté sociale, l'espace de la citoyenneté politique et l'espace de la transition écologique.

Tout d'abord, la classe qui regroupe les mots sur le fait de pouvoir vivre de son travail ou de la solidarité est articulé à la fiscalité et aux services publics : ils constituent l'espace de la citoyenneté sociale. Autrement dit, l'ensemble des droits qui permettent à une personne de vivre conformément aux standards de son pays et de faire face aux risques de la vie (vieillesse, santé, perte d'emploi, handicap, veuvage). En France, la citoyenneté sociale est consacrée par la Sécurité sociale en 1945, sous l'égide du syndicaliste et communiste Ambroise Croizat (1901-1951).

La représentation politique, la démocratie, les institutions et les Gilets jaunes définissent ensuite les différentes dimensions de la citoyenneté politique. Au centre de l'espace, les mots de la participation citoyenne s'articulent avec d'autres classes. Le référendum d'initiative citoyenne (RIC) a une présence multiple dans l'analyse : c'est une demande transversale qui n'est pas associée à un registre particulier.

Les transports et la transition écologique constituent de plus une classe hétérogène et moins connectée aux autres. On y trouve les critiques et propositions pour la transition écologique, avec un rôle des transports crucial dans cette perspective : transports publics urbains et ferroviaires sont des moyens de la transition et de l'égalité des territoires. Les propositions concernent également l'énergie – avec des craintes sur la privation des compagnies qui en assuraient la production et la distribution – et la hausse de leur coût. L'agriculture est une des composantes de ces thèmes, avec une demande d'interdiction des pesticides et en faveur de l'agriculture biologique qui semblent être caractéristiques de la Gironde.

Une forte interpénétration des termes et des thèmes souverainistes et sécuritaires se trouvent par ailleurs dans les doléances exprimées en Gironde, mais ceux-ci sont minoritaires à l'image des résultats électoraux girondins peu favorables aux partis dont la sécurité et la souveraineté sont les enjeux principaux.

Enfin, la classe « Gilets jaunes » est celle où s'expriment le plus de personnes s'identifiant comme Gilets jaunes. On y remarque d'ailleurs des demandes similaires à celles exprimées dans le mouvement social, avec des émotions contrastées : mépris, arrogance et violence du chef de l'Etat par opposition à la colère, au courage, au bonheur, au cœur du peuple ou des Gilets jaunes. Le Président de la République cristallise la colère, incarne la « dictature » ou la tyrannie de l'Ancien Régime. Ce registre est critique de la distance entre les élites et le peuple.

*« Que le président de la République descende de son piédestal et s'adresse sans arrogance à notre peuple »*

- Cahier de Cubzac-les-Ponts,  
classé aux Archives départementales de la Gironde (5999W42)

\*

\* \*

Quatre ans après le début du mouvement des Gilets jaunes et trois ans après l'ouverture des cahiers citoyens dans le cadre du Grand débat national, que sont devenues les doléances exprimées sur les ronds-points, dans les cortèges et sur les cahiers ? Les cahiers ont-ils atteint leur objectif de démocratiser la participation et de recueillir les demandes de l'ensemble des personnes vivant sur le territoire français ? En Gironde, même dans de très petites communes, des citoyennes et citoyens ont rédigé leurs doléances soit auprès des Gilets jaunes, soit auprès de leur mairie. Une similarité se dégage entre les attentes exprimées à la fois dans le mouvement des Gilets jaunes et dans le Vrai débat<sup>23</sup>. Des chercheurs ont souligné que certains thèmes étaient traités différemment selon les plateformes sur lesquelles les doléances sont écrites, Grand débat ou Vrai débat, tels que la réforme des retraites<sup>24</sup> ou les réformes institutionnelles par exemple. On trouve en revanche des similarités dans la demande de services publics, tout comme dans les cahiers de la Gironde. L'importance de demandes concernant le fait de pouvoir vivre de son travail ou la solidarité, où sont évoqués l'emploi, les revenus ou l'attachement à la protection sociale, demeure l'enjeu principal de ces demandes citoyennes, comme celles des Gilets jaunes rassemblées sous les mots de « justice sociale ». Ces demandes sont étroitement liées aux enjeux de démocratie, par le biais de réformes institutionnelles et d'une meilleure écoute des citoyennes et citoyens. Cela constitue l'expression d'une « économie morale » qui pose la justice au cœur de la cité.

La volonté des Gilets jaunes girondins de se réappropriier ces doléances à travers une recherche participative menée conjointement avec des universitaires constitue à ce jour une initiative unique qui associe rigueur scientifique et participation citoyenne. Le travail engagé à sa suite par certaines collectivités territoriales – comme le Conseil départemental de la Gironde – pour appuyer les politiques publiques locales sur les attentes exprimées dans ces cahiers remédie ainsi à l'indifférence de ceux-là mêmes qui en avaient ordonné l'ouverture. Ces expériences constituent sans doute l'un des éléments les plus tangibles de la relocalisation du politique portée par le mouvement social des Gilets jaunes<sup>25</sup>.

---

<sup>23</sup> Guillaume Gourgues et Jean-Claude Zancarini, « Gilets jaunes : Eléments de synthèse réalisés par le groupe de travail Gilets jaunes de Triangle (du 8 au 18 mars 2019) » (Lyon: Triangle - UMR5216, mars 2019), <http://triangle.ens-lyon.fr/spip.php?article8544>.

<sup>24</sup> Pascal Marchand et Lucie Loubère, « Réforme des retraites : quels enseignements pouvait-on tirer du Grand débat national ? — IRaMuTeQ », IraMuteQ (blog), 9 février 2023, <http://www.iramuteq.org/Members/pmarchand/reforme-des-retraites-quels-enseignements-pouvait-on-tirer-du-grand-debat-national>.

<sup>25</sup> Laurent Jeanpierre, *In Girum : les leçons politiques des ronds-points* (Paris, France: la Découverte, 2019).